

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS | **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. | Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESANT
 Fondateur
 REDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 15 30 45
 Six Mois 30 60 90
 Un An 60 120 180
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

L'Alcoolisme

III

Puisque nous avons été les derniers à combattre l'alcoolisme, puisque nous avons laissé tous les autres peuples prendre les devants, tâchons au moins que cette humiliation nous serve à quelque chose. Les pays étrangers ont eu chacun leur système; aucun n'a fait exactement comme le voisin. Choisissons, parmi les remèdes qui leur ont réussi, ceux qui conviennent le mieux à nos mœurs et à nos habitudes.

Avant tout, défendons-nous des panacées. Il y a encore d'heureuses gens qui y croient, et pour qui tout est simple. Les documents en toutes langues que j'ai sous les yeux prouvent au contraire que rien n'est simple dans la lutte contre l'alcoolisme. Les causes du mal ne sont pas de celles qu'on supprime par une loi, ne serait-ce qu'à cause de leur multiplicité.

Une même recommandation nous est adressée des quatre points cardinaux par ceux qui ont pris part à la campagne: c'est de procéder avec méthode et de commencer par le commencement. L'ouvrier va au cabaret pour beaucoup de raisons, parmi lesquelles il y en a de bonnes. Il faut tirer au clair ces raisons-là, et s'efforcer de les supprimer.

C'est quelquefois si simple! Des industriels allemands (ou alsaciens?) avaient eu l'idée que, si l'ouvrier se précipitait au cabaret en sortant de l'atelier, c'était qu'il avait soif. Ils installèrent des robinets de bonne eau dans tous leurs ateliers, et l'effet fut immédiat: du jour où « il fit moins soif » dans l'usine, l'usine alla moins au cabaret. L'exemple fut imité, et toujours avec succès.

D'autres patrons se dirent que mal manger conduisait au cabaret. Il arrive fréquemment que l'ouvrier d'usine n'a que des aliments froids, apportés du dehors. Son repas est peu réjouissant et insuffisant. Il ne se sent pas restauré. Ignorant les dangers de l'alcool, se figurant, au contraire, que « ça vous remonte », il boit pour compenser la mauvaise nourriture. Les industriels en question installèrent des cuisines dans l'usine même. On offrit au personnel, à des prix extrêmement modiques, de bons plats chauds, du café, du lait, de la bière et du vin. Je vous prie de croire que l'ouvrier n'a pas été assez bête pour refuser. Il se sent maintenant confortable après son déjeuner, et c'est autant de pris sur le maquiset.

La question des soirées est extrêmement importante. Quand l'ouvrier a fini sa journée, il faut bien qu'il soit quelque part. Je le demande à tous ceux qui connaissent les logements ouvriers: où veut-on qu'il se mette? Il n'a pas un coin où fumer sa pipe en causant avec un camarade. J'ai sous les yeux une lettre d'un ouvrier anglais qui éclaircit cet aspect de la question de l'alcoolisme.

Il écrit: « L'homme confiné dans un atelier n'en a pas moins le sentiment de la sociabilité; il a besoin, le soir, de se retrouver avec ses semblables, d'échanger ses idées; force lui est bien de sortir de chez lui. — Le foyer de la plupart des ouvriers pauvres offre bien trop peu d'altraire pour inviter à une réunion intime avec des camarades. Souvent il ne se compose que d'une seule pièce mal meublée, dans une maison imprégnée de mauvaises odeurs; absence de bien-être, profusion de tris d'enfants. — Tant que les apôtres de l'abstinence continueront à partir du point de vue que c'est la passion de l'alcool qui pousse en première ligne l'ouvrier au cabaret, on n'aura pas grand-chose à attendre de leur intervention. Un cercle ouvrier confortablement installé, une cité ouvrière avec des logements salubres et agréables, valent mieux que dix mille allocutions dans des réunions de tempérance et qu'un million de témoignages sur les effets désastreux de l'alcool. »

L'ouvrier anglais ne parlait pas à des sots. On a compris dans son pays qu'il fallait remplacer le cabaret par d'autres choses: qu'il fallait mettre d'avance quelque chose à la place, et que ce quelque chose fut mieux, plus agréable, plus tentant pour le travailleur fatigué. Et on l'a mis. En 1894, il y avait déjà en Angleterre et en Irlande sept mille restaurants, cafés et cercles populaires dits de « tempérance », d'où les boissons alcooliques sont exclues. Ainsi s'explique que la consommation de l'alcool n'y ait jamais monté comme en France.

On installe ces établissements avec soin. Ils ne seront jamais trop bien, car ils sont le salut du peuple. Faites-les, en France, faites-les luxueux. Votre argent n'aura jamais été mieux employé, et vous aurez peut-être fait une bonne affaire par-dessus le marché; certains de ces établissements donnent jusqu'à 10 0/0 de dividende.

A Liverpool, « le Club des abstinents comprend, au rez-de-chaussée, un restaurant et un café; au premier étage se trouvent des salles de réunion et de lecture, une bibliothèque, une caisse d'épargne, un bureau pour les assurances sur la vie. Partout la plus grande propreté et le confort. Un jardin sert aux amateurs d'exercices corporels. Ce Club est fréquenté par 1,200 ouvriers... Il constitue une puissance: son budget est de 200,000 francs. » (D'Essex.)

A Londres, le Palais du Peuple, pour « abstinents », possède « une salle de concert pour trois mille personnes, un grand restaurant économique, une bibliothèque, un jardin d'hiver, des salles de jeux, de réunion, de conférences, des

bains, etc. » A la bonne heure! c'est ainsi qu'on réussit.

La Hollande a sauvé son armée de l'alcoolisme par le même procédé, en créant des cercles pour les soldats. C'est à ce résultat qu'aurait pu aboutir chez nous l'admirable initiative prise par le colonel Liautey, dans un but plus général. Liautey ne fut ni soutenu ni suivi, et nos soldats continuent à s'empoisonner.

La France n'a pour ainsi dire rien fait dans ce sens. Nos établissements de tempérance se comptent sur le bout du doigt. Paris en possède un, et des plus modestes.

Après qu'on a été à l'ouvrier les bonnes raisons d'aller au cabaret, il lui reste les mauvaises, et je conviens qu'elles ne sont pas les moins fortes.

Expliquons-lui les choses. Pas de tracasseries: de la lumière, de la lumière. C'est le cri de tous ceux qui ont mis la main à la pâte. L'homme du peuple a besoin de savoir; il ne peut pas deviner le danger. L'expérience lui a appris que, lorsqu'il est éreinté, son petit verre lui procure une excitation qui allège sa fatigue et lui relève momentanément le moral. Pourquoi y renoncera-t-il, si personne ne lui apprend qu'il payera cet instant de bien-être au déuce, que ses enfants (ce qui le touchera bien davantage) le payeront au centuple, dans leur chair et dans leur intelligence?

Les étrangers ont constaté que l'école était le meilleur terrain pour la bataille contre l'alcoolisme. Aux Etats-Unis, l'enseignement de la tempérance est obligatoire presque partout, et l'autorité y veille de près. Il y a bientôt vingt ans qu'il est obligatoire au Canada. Il l'est en Scandinavie. Il ne l'est pas dans la Grande-Bretagne, mais c'est tout comme: les particuliers s'en chargent, et ils ont si bien travaillé que la société de l'Espérance, pour les enfants qui s'engagent à être abstinents, compte actuellement près de 3 millions de membres.

Nous, en France, nous avons une circulaire (août 1895) du ministre de l'instruction publique aux instituteurs. C'est mieux que rien; ce n'est pas assez.

Il faudrait songer aussi à nos collèges, qui peuvent avoir passé les quatre baccalauréats entre lesquels ils ont aujourd'hui le choix, sans se douter que l'absinthe donne l'épilepsie.

Des hommes de cœur ont commencé chez nous la propagande parmi les adultes. Elle se fait par des brochures et des affiches, par l'image, par des conférences avec projections et expériences.

On montre avec les projections le portrait d'un même ouvrier avant et après l'alcoolisme, un cœur ou un foie sains, et un cœur ou un foie de buveur. On montre des scènes de famille dramatiques, que nombre d'auditeurs ne reconnaissent que trop.

On apporte des lapins et des cochons d'Inde auxquels on injecte du « bouquet » d'absinthe ou de tel autre apéritif. La salle voit ces pauvres bêtes se tordre et expirer dans des convulsions, et elle en est toujours très impressionnée.

En général, le public, même réfractaire, est attentif. M. Marillier, qui s'est dévoué à la lutte contre l'alcoolisme, se trouva cependant un jour en face de deux mille auditeurs très hostiles et résolu à ne pas le laisser parler. C'était dans le quartier de la Roquette. Il ne se démonta pas, réussit à obtenir un éclair de silence, et en profita pour lancer quelques mots sur « l'épilepsie héréditaire ». Un auditeur fut pris tout à point d'une attaque d'épilepsie. Cercle autour de lui. Réflexion à haute voix d'un camarade: « C'est vrai, tout de même, que son père est toujours soûl. » La salle fut retournée par cette espèce de leçon de choses et la conférence devint un triomphe. Il ne faut donc jamais se décourager.

Au surplus, on n'a plus le choix, en France. Qu'on en ait envie ou non, il faut marcher, lutter, ou disparaître en tant que race et que nation. Ce ne sont pas des suppositions, des phrases en l'air. Demandez aux docteurs Le Gendre et Debove. Demandez à tous les médecins. Ils vous diront: « C'est l'affaire de quelques générations. »

« L'alcoolisme du pauvre, écrit le docteur Brunon qui a suivi la question en Normandie, menace d'une fin prochaine la société actuelle... Les indifférents auront beau hausser les épaules, la question de l'alcoolisme va, très prochainement, primer toutes les autres questions dans l'Etat. » Le docteur Brunon a derrière lui tout ce qui compte dans la science. La France doit vaincre l'alcoolisme ou périr. C'est à prendre ou à laisser.

Arvède Barine.

AU JOUR LE JOUR

STYLE ANGLAIS

On parle beaucoup de style nouveau. Il ne faut pas prendre des efforts faits dans ce sens. En architecture et en meubles, on a trouvé quelque chose de nouveau procédant du style roman d'une part, du style anglais de l'autre.

Ne recherchons pas d'où vient le style anglais, si le Cheppendale vient de France par la Hollande, si l'Adams est du style Directoire, ou si la Restauration a suggéré d'autres créations plus modernes. Nous n'en finissons pas. Tel qu'il est, ce que nous appelons le style anglais, dans le meuble, est une innovation pour nous, et il séduit par la grâce et la légèreté de ses lignes courbées ou raides, par la netteté des formes, leurs délicats ornements, l'admirable poli des bois, et surtout par une exacte sentiment du confortable.

Ce style peut se résumer en trois mots: il est simple, coquet et pratique.

Ce n'est pas le grand style ni la grande éle-

gance de nos anciens mobiliers de Versailles ou de Trianon, ni la raideur somptueuse de l'Empire, mais l'appropriation de l'élégance et du goût aux fortunes moyennes.

N'est-ce pas à cela qu'il faut tendre? Telles sont les réflexions que faisait hier et avant-hier un public d'élite — personnalités du monde, diplomates, artistes, financiers et industriels — en visitant l'appartement, meublé dans les différents styles anglais, que la maison Waring et Gillow a installée, à titre de succursale, au coin de la rue Gluck et du boulevard Haussmann.

Nous avions bien raison de dire que ce serait un petit événement parisien, quelque chose comme une première. Et encore, il a fallu compter avec la grève des facteurs! Si l'on veut des noms, nous citerons, parmi les visiteurs: sir Edward Monson, ambassadeur d'Angleterre, et lady Monson, duchesse de Trévise, M. Mourey, Mme F. de Yturbe, M. F. Stoop, comte de Sugny, baronne Van Loo, marquis de Frotte, colonel Berger, duc de Zoagli, M. Pierre Allez, comte F. de Rougé, comte de La Rochefoucauld, M. Munro, comte de Pourtales, M. Hottinguer, vicomtesse de Fromment, comte et comtesse de Lagarde, général Japy, Coquelain cadet, prince de Polignac, Mme Carnot, M. Marcel Prévost, M. Redfern, baron de Romeuf, comtesse d'Albignac, etc.

Ici, en effet, le pavillon de l'art couvre la marchandise. Ce n'est pas un déballeage de meubles entassés pêle-mêle dans un désordre qui n'est pas toujours un effet de l'art; c'est un ensemble complet, un appartement pour jeune ménage, un nid tout prêt, et si tentant qu'on serait capable de se marier, rien que pour en avoir un pareil.

Avant les célébrités endurcis.

Nous ne nous permettrions pas de parler d'un étalage de meubles, s'il n'y avait pas là une question artistique et une question parisienne en même temps: « Doit-on acheter des meubles anglais? »

Pourquoi pas, s'ils sont bons, beaux et pratiques? Il ne faut pas être exclusif, mais, de même que les Anglais nous achètent nos beaux mobiliers de salon, de même nous pouvons bien leur acheter ce qui nous convient.

La question est artistique aussi, avons-nous dit, et la preuve en est que la maison Waring et Gillow n'a pas voulu d'un marchand ou d'un commis pour diriger cette succursale. Elle a fait choix d'un véritable artiste, M. Cauldwell, un Américain qui habite Paris depuis longtemps, expose à tous nos Salons, a eu de grands succès en Amérique, comme portraitiste, et s'est laissé séduire, en cette occasion, par son goût pour la décoration. C'est lui qui avec l'architecte, a dirigé toute l'ornementation intérieure et l'ameublement de l'Hôtel Ritz.

On peut donc aller rue Gluck, sinon en acheteur, du moins en amateur désireux de connaître le dernier mot du goût anglais. C'est ainsi une préface à l'Exposition universelle.

L'appartement se compose des pièces suivantes: vestibule au rez-de-chaussée, escalier, bureau de vente, antichambre-fumoir, large corridor conduisant au salon ovale, chambre de monsieur, chambre de madame, salon, salle à manger, bibliothèque-bureau, salle de bain et nursery. Même le bébé a été prévu dans ce nid de nouveaux mariés. Ne l'oublions pas: la race anglo-saxonne se multiplie; la nôtre va-t-elle diminuer? Voilà un berceau qui nous avertit du danger.

Dès le vestibule du rez-de-chaussée, on est séduit par les belles lignes simples et massives du style Elisabeth, qui est quelque peu hollandaise. Tout est en gros chêne, même la chaise longue, et dans un coin, un large banc se cantonne, pour la domesticité. L'escalier est de chêne, aussi, et nous voici à l'entresol dont toutes les fenêtres sont disposées en window, sortant au-dessus du trottoir, à hauteur de siège, toutes garnies de petites vitres et de rideaux d'une coquetterie adorable, offrant ainsi un délicieux abri pour voir au dehors et n'être pas vu. Des coussins garnissent ces sièges extérieurs, et c'est aussi un refuge pour le cigare et la lecture.

L'antichambre-fumoir est garnie, ainsi que le corridor, de boiserie blanche dominée par une frise rouge à dessins persans; confortables fauteuils de cuir rouge et large canapé de drap; petite table, cheminée et lustre électrique; l'antichambre est devenue, dans beaucoup de maisons modernes, avant-salon ou fumoir; il faut pour la domesticité une autre antichambre, ou un vestibule, afin que l'on puisse circuler dans l'appartement sans se heurter à un fonctionnaire qui se dresse à votre passage, et qui, lui-même, voudrait bien avoir un peu plus de tranquillité.

La chambre de monsieur n'a pas de lit! Hum!... Ce n'est pas une règle. On pourrait en mettre un, mais sans rideaux. C'est fini des rideaux de lit à la Faculté les a condamnés, comme nids à microbes, et elle a eu raison. Ceci est donc une chambre pour s'habiller: meubles d'acajou plein et poli, bordé d'un léger liseré de bois jaune, style Sheraton. Armoire-commode, toilette, lavabo, table, sièges confortables, ensemble sévère et pourtant coquet.

La chambre de madame, communiquant avec la précédente, est un bijou: grand lit de cuivre avec dessus de lit fond crème à broderies vieux rose, semblable aux rideaux de fenêtre et à la chaise longue; boiserie blanche renfermant l'armoire, le lavabo, la commode, et surmontées d'une élégante frise de style Adams, autant dire Directoire.

Tout le salon ovale, boiserie, plafond et médaillons camaleu, d'après Angelica Kauffmann, sont de style Adams, avec des panneaux de moire rose rayée, et des meubles de citronnier incrusté ou peint qui sont de véritables merveilles.

Très originale, la salle à manger, de style nouveau, avec ses applications de cuivre sur bois et tentures vertes. Mais voici une autre merveille, la bibliothèque, tout en palissandre verni avec panneaux, rideaux, coussins et divan d'angle en velours mauve. Les deux nuances s'harmonisent à ravir.

La nursery toute blanche, avec sa frise d'images du moyen âge, sa grande cheminée à bancs, son lavabo d'angle et ses petites armoires dans le mur, est une autre curiosité. Mais en voilà assez pour montrer que le public a eu raison d'aller en foule visiter cette installation de style anglais.

Brummel.

Échos

La Température

Une aire de pressions supérieures à 765mm s'étend du sud-ouest au centre du continent; à Paris le baromètre indiquait hier, dans l'après-midi, 763mm. Cependant des pluies sont encore tombées à Limoges et à Toulouse; en outre, des orages sont signalés à Clermont et à Perpignan. La température en hausse domine hier à Paris: 16° au-dessus le matin à huit heures et 23° 1/2 vers trois heures. Le temps beau et chaud va persister, mais des orages sont probables dans le Nord-Ouest. Après une très belle journée le baromètre, dans la nuit, se tenait à 762mm.

Les Courses

A deux heures, Courses à Compiègne. Gagnants de Robert Milton:
 Prix du Vieux-Moulin: Mi Mistle.
 Prix de l'Hourvari: Avarie.
 Prix de Sainte-Périne: Instantané.
 Prix de la Forte-Haie: Vigne Vierge.
 Prix des Beaux-Monts: Caracolleur.
 Prix de la Société des Steeple-Chases de France: Brancornir.

POUR LES PATRONS

S'il fallait en croire les journalistes et les députés qui exploitent les imperfections sociales et les ignorances ouvrières, la bourgeoisie française serait composée d'être sans cœur et sans pitié, enrichi par les privations des travailleurs et décidé à s'opposer de toutes leurs forces à l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Notre société chrétienne, gangrenée par le capitalisme, serait aussi impitoyable que la société païenne, qui déportait ses esclaves vieillissants et malades pour ne pas être attristée par leurs souffrances ou appauvrie par leur incapacité.

Une loi, disent-ils, était réclamée depuis vingt ans par les travailleurs; elle a enfin vu le jour, et aussitôt toutes les forces capitalistes se coalisent contre elle pour refuser à la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Je ne comprends pas que les patrons français se refusent à assumer les charges que les progrès de l'esprit de solidarité sociale et de la machinerie industrielle imposent aux hommes de devoir.

Il n'est pas vrai non plus que l'industrie française soit incapable de supporter le même fardeau que les industries allemande, autrichienne ou belge. Il n'est pas vrai, enfin, que les chefs naturels des ouvriers regimenter contre la sanction légale imposée à des sacrifices qu'en réalité ils accomplissent déjà, sans y être forcés, envers des collaborateurs malheureux.

Les grands patrons sont dès à présent hors de cause. Non seulement ils ont accepté la loi, mais encore ils ont pris leurs dispositions pour lui obéir, et hier M. Delombre a reçu les représentants d'une mutualité patronale qui représente déjà cent millions de salaires ouvriers et qui a pu lui annoncer qu'elle était prête à fonctionner.

Pour les petits patrons, c'est plus difficile: il leur est presque impossible de se constituer en mutualité et les Compagnies d'assurance réclament des primes ruineuses. C'est pour eux que fonctionnera la Caisse nationale contre les accidents, qui va mettre ses tarifs en rapport avec les secours, pensions et indemnités prévus par la loi. Dans six semaines, ce sera chose faite.

Mais ce que je tiens à faire remarquer, c'est qu'un calomnie les patrons en disant qu'ils se coalisent contre la loi. Ils l'acceptent, et c'est un crime que de chercher à leur enlever aux yeux des ouvriers le mérite de leur adhésion.

J. CORNELLY.

A Travers Paris

A l'occasion de l'anniversaire de la naissance de S. M. Nicolas II, le Président de la République a adressé à l'empereur de Russie le télégramme suivant:

Je tiens à exprimer à Votre Majesté Impériale, au jour anniversaire de sa naissance, mes vœux de bonheur, et à l'assurer de mes sentiments de bien vive et profonde amitié.

Emile Loubet.

S. M. l'empereur de Russie a répondu au Président de la République:

Je vous remercie bien sincèrement, monsieur le Président, de votre aimable félicitation, et vous renouvelle l'expression de mon inaltérable et sincère amitié.

NICOLAS.

Le Journal officiel publie aujourd'hui le décret par lequel le chef de bataillon d'infanterie de marine Marchand est promu au grade de commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur.

En même temps seront publiés les décrets nommant chevalier de la Légion d'honneur le lieutenant d'infanterie militaire Fouque et accordant la médaille militaire aux trois sergents et au caporal indigènes de la mission Marchand.

L'élection de M. Paul Deschanel à l'Académie française a été accueillie avec la plus grande faveur par la Chambre entière et par le corps diplomatique. Nous avons dit avec quel empressement les députés de toutes nuances ont tenu à faire valoir la nouvelle académie, dès que la nouvelle fut connue dans les couloirs. Depuis hier, le président continue à recevoir au Palais-Bourbon les vives félicitations de ses collègues, sans distinction d'opinion, et des représentants des puissances étrangères.

Le roi d'Italie vient de nommer commissaire à l'Exposition une personnalité dont le nom éveillera bien des sympathies à Paris. C'est M. Angelo Pavia, député au Parlement et l'un des premiers avocats de Milan.

M. Pavia s'est toujours montré un ami sincère de la France, même dans les jours de trouble, et il est de ceux qui ont travaillé le plus efficacement à la réconciliation des deux pays.

Sa grande situation personnelle, son activité bien connue, ses capacités éprouvées justifient le choix du souverain et assurent au nouveau commissaire un accueil chaleureux parmi nous.

INSTANTANÉ

ALBIN VALABRÈQUE

Neuf lustres. Auteur de ces *Ménages parisiens*, écrits pour le Gymnase, mais représentés aux Nouveautés qu'ils ressuscitent.

Valabréque fut donc consul aux Nouveautés avant Bisson et Feydeau. Ces trois noms forment, du reste, comme le triumvirat du rire; trois fleuves se jetant dans la même mer. Il y a quelques années, Valabréque a suspendu son cours pour écrire un ouvrage de philosophie sociale, religieuse et scientifique qui eut le plus grand succès.

Depuis lors, quand Valabréque a de l'argent, il est philosophe social; quand il n'en a pas, il est vaudevilliste.

Il semble que ce devrait être le contraire! Mais, philosophe ou vaudevilliste, il ne cesse pas d'avoir de l'esprit.

Un portrait de femme de Nattier, deux Hubert Robert, une *Médée* d'Eug. Delacroix, un paysage de Chintreuil, telles sont les œuvres de tout premier ordre provenant de la succession de Mme Maurice Richard, née Bourget-Aubertot, et qui seront vendues le 30 mai à l'hôtel Drouot. Il y a là de quoi fixer l'attention des amateurs.

Dans l'article qu'il a consacré hier aux collections du château de Valençay, notre collaborateur Vallemont a fait ressortir quelle valeur inestimable d'authenticité elles tiraient de leur origine.

Il ne faut pas oublier, en effet, que ces portraits, ces tableaux, ces marbres, ces objets d'art, ces meubles ont constitué, pendant de longues années, le mobilier familial de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent, le grand ministre de l'Empire et de la Restauration. Aucun de ces objets historiques n'est sorti de la famille de Talleyrand depuis près d'un siècle.

Retour du Klondyke, un explorateur français nous apprend que c'est aux Américains et aux Anglais attirés dans ces mornes régions par le mirage de l'or que Mariotti doit la-bas sa réputation de sauveur. On paye couramment, à Dawson City, la bouteille de vin de coca six dollars. Et les trafiquants yankees qui ont introduit ce tonique sur le marché font de très brillantes affaires, car peu de mineurs, parmi les moins fortunés, se refusent le vialique puissant qui leur permet de résister aux plus basses températures, et de supporter les privations de toute sorte.

Un break électrique automobile va renforcer, à partir d'aujourd'hui, le mail-coach « l'Express », qui fait déjà le service entre la place de l'Opéra et le Pavillon de Bellevue.

Deux départs auront lieu chaque jour de l'Agence des Wagons-Lits, 3, place de l'Opéra: le premier à 11 heures du matin, avec arrêt à l'Elysée-Palace et retour, après le déjeuner, et le second à 6 heures 1/2 du soir, avec retour, après le dîner, vers 11 heures du soir.

Prix: 3 francs par voyage.

Ces moyens de transport laissent, d'ailleurs, intactes les facilités d'accès par la gare Saint-Lazare, la gare Montparnasse et les Bateaux parisiens.

La plus sûre consécration du succès se manifeste par les tentatives de concurrence qu'il provoque.

Ce qui vient d'arriver aux biscuits Olibet le prouve surabondamment.

Il y a à la preuve six mois que la célèbre manufacture a lancé cette exquisite friandise qui a nom « le Déjeuner Olibet », qui aujourd'hui se trouve sur toutes les tables, et voilà qu'on l'imité de toutes parts. Malheureusement pour eux, les concurrents n'ont pas découvert le secret de fabrication qui place ce biscuit salé hors de pair.

Les candidatures pour les médailles d'honneur du Salon sont aujourd'hui closes.

Le vote doit avoir lieu, nous l'avons dit, jeudi et vendredi de la semaine prochaine.

Dans la section de peinture, MM. Ferdinand Humbert, Tallegrain, Saint-Pierre et Henri Martin sont sur les rangs. Mme Rosa Bonheur, dont le nom avait été mis en avant, vient d'écrire à M. Jean-Paul Laurens qu'elle « refuse absolument » que son nom soit porté cette année pour cette distinction.

Quatre candidats sont également proposés dans la section de sculpture: MM. Boisseau, Carls, Ernest Dubois et Larche.

On ne parle guère que d'une candidature dans la section d'architecture: celle de M. Lorient, qui expose « une grande salle des fêtes et cérémonies et une exposition de l'Agriculture et des Aliments à la galerie des Machines pour l'Exposition universelle de 1900 ».

La bataille sera chaude en tout cas dans les deux premières sections.

Il est de mode d'offrir des *five o'clock tea* à l'Elysée-Palace-Hôtel et le grand monde parisien prend l'habitude de s'y réunir presque chaque jour.

Reconnu hier en passant: Mmes la comtesse de Sainte-Adolphe, comtesse de Vogüé, comtesse de Ségur, Mlle de l'Aigle, etc.

Mme la duchesse de Vendôme, qui, tout à la charité, n'avait pu visiter l'Elysée-Palace le jour de sa vente pour l'œuvre des Campagnes, y est revenue tout exprès, accompagnée de Mgr le duc de Vendôme, et s'est retirée enchantée de la merveilleuse organisation de l'hôtel.

Ce soir, aux Folies-Bergère, soirée de gala, à l'occasion de la première représentation de Balthy et de Fordyce dans *Pour qui s'embarque-t-il?* Au programme: les *Grandes Courtisanes*, le grand succès actuel.

Hors Paris

On télégraphie d'Ajaccio que le yacht royal Osborne, ayant à bord la princesse de Galles, est arrivé dans cette ville, venant de Cagliari.

Le temps était superbe, et la princesse en a immédiatement profité en faisant une promenade en ville et dans les environs qui forment, comme on sait, un paysage des plus pittoresques et des plus attrayants. La princesse s'est notamment dirigée vers la ravissante corniche des Iles Sanguinaires, jusqu'à la Chapelle des Grecs, et elle a longuement admiré le panorama de ce golfe que Maupassant préfère au golfe de Naples.

La princesse de Galles n'a reçu aucune visite à cause de l'incognito de son voyage, et elle a fait remercier le préfet, M. Cassagnau, qui avait manifesté le désir de se rendre sur l'Osborne pour la saluer.

L'auguste voyageuse s'est déclarée enchantée de son voyage, en regrettant vivement de ne pouvoir le prolonger. Elle a dit au chancelier du consulat d'Angleterre que les descriptions enthousiastes qu'on lui avait faites du golfe et de la ville répondaient à ses impressions et étaient tout à fait conformes à la réalité.

La princesse compte mettre à profit son court séjour pour faire quelques excursions autour de la ville, et elle a manifesté l'intention de venir, l'hiver prochain, profiter de l'incomparable climat d'Ajaccio qui est une de nos plus charmantes stations d'hiver.

Le prince et la princesse de Hohenzollern sont en ce moment à Lucerne. Ils sont descendus à l'Hôtel National où ils comptent faire un séjour prolongé, retenus dans cette excellente maison par le merveilleux panorama dont on jouit sur le lac et sur les montagnes.

Nouvelles à la Main

En apprenant la grève des facteurs, le baron Duraplat avait lancé une dizaine d'invitations à dîner pour le lendemain, comptant bien qu'elles ne parviendraient pas en temps voulu à leurs adresses et se réjouissant d'avance d'avoir ainsi, à bon compte, rendu des dîners.

Mais les nouvelles du soir l'indagèrent: — Misère de moi! s'écria-t-il, on a assuré le service!

Un vague littérateur, en constatant avant-hier que les facteurs ne faisaient pas leur tournée habituelle, a eu ce cri du cœur:

« Eh bien! ai-je tort d'affirmer que les lettres sont dans le marasme? »

Le Masque de Fer.

LA DERNIÈRE ÉTAPE

de laquelle il se débattait, Dreyfus comparait devant ses juges. Ses dénégations avaient toujours été absolues. Résistant aux interrogatoires capiteux du colonel du Paty de Clam, qui lui demandait s'il n'avait pas commis d'imprudences, s'il n'avait pas voulu amener, il avait toujours protesté de son innocence.

L'acte d'accusation de Dreyfus ne reposait, comme base, que sur les éléments moraux que nous connaissons et sur la lettre-missive (bordereau) incriminée.

Vingt-trois témoins avaient été cités par le ministère public (tous militaires, sauf Cochefert). Dreyfus n'avait été confronté avec aucun de ces témoins.

L'audience s'ouvrit publiquement et la première question que lui adresse le président, Dreyfus répond d'une voix assurée : « Dreyfus, trente-cinq ans », etc.

L'appel des témoins terminé, le commandant Brisset requiert le huis clos. M. Demange s'y oppose et commence à lire des conclusions : « Attendez l'unique pièce... » Mais le président l'interrompt et ne lui laisse pas le temps d'aucune allusion à cette pièce. M. Demange déclare qu'il est obligé de motiver ses conclusions et reprend sa phrase commencée. Nouvelle interruption du président et du commissaire du gouvernement. Insistance de M. Demange qui invoque le droit de la défense.

Le commissaire du gouvernement. — Il y a d'autres intérêts que ceux de la défense et de l'accusation dans ce procès.

Le président. — Déposez vos conclusions sans les lire.

M. Demange. — Je demande acte de ce refus de m'entendre.

Le président. — Vous ne devez pas parler des pièces de la cause. Plaidez en droit.

M. Demange. — Le rapport contient le procès-verbal de la pièce.

Le commissaire du gouvernement. — Encore ! C'est une tactique de la défense.

Le Conseil se retire et déclare par arrêt que M. Demange ne développera pas ses conclusions. Le huis clos est prononcé. L'audience publique a duré cinq minutes.

On entend les témoins.

Les généraux de Boisdeffre et Gossé affirment simplement leur conviction que Dreyfus seul a pu écrire le bordereau.

Le commandant du Paty, entendu ensuite, insiste sur la scène de la dictée, déclarant que si Dreyfus était sorti victorieux de l'épreuve, il aurait demandé le non-lieu. (Le fac-similé a été publié ; tout le monde a pu constater que l'écriture n'était pas tremblée.)

Puis, le témoin raconte une autre scène :

En interrogeant Dreyfus dans sa prison, j'ai attendu le moment où Dreyfus aurait les jambes croisées ; puis je lui ai posé à brûle-pourpoint une question qui devait faire naître l'émotion chez un coupable ; j'avais les yeux fixés sur l'extrémité de la jambe pendante ; le mouvement, presque imperceptible, au moment de la question, très sensible à mes yeux. Donc, le poulx s'accélérait, le cœur battait plus fort, l'émotion de Dreyfus trahissait sa culpabilité.

Le commandant Forzinetti complète les renseignements que le commandant du Paty nous fournit lui-même sur son instruction, et nous laisse entrevoir la manière de procéder de ce singulier officier de police judiciaire qui cherchait à frapper soudain, de la lumière d'une lampe, le visage de son inculpé.

Après la déposition de M. Gobert qui fut, nous l'avons dit, favorable à Dreyfus, le commandant du Paty incrimina l'honorable expert.

M. Gobert raconte ainsi ce qui s'est passé :

Ma déposition terminée, je fus l'objet d'attaques violentes. Le président m'accusa d'avoir copié dans Paris, à la Banque de France ou ailleurs, un document confidentiel écrit par Dreyfus et qui m'avait été remis pour servir à mes comparaisons.

« Et cela, dit le président, pour arriver à connaître le vrai Dreyfus que vous savez des débats de vos opérations. »

Cette grave accusation me causa une violente surprise.

J'en fus indigné ; mais, me remettant, l'expliquai au Conseil comment j'avais su le nom de Dreyfus à l'aide de la feuille signalétique.

« A ce moment, un officier supérieur que je ne connaissais pas se leva spontanément dans le prétoire et déclara que je n'avais pas eu le document entre les mains. »

Je me retournai vers lui et véhémentement lui dis :

« Si vous n'avez pas fait disparaître ces pièces, on les retrouvera au dossier. »

Le président a été très surpris et montra au Conseil tous les détails de la feuille signalétique que j'avais signalée.

Mon contradicteur, M. du Paty de Clam, tomba dans une confusion profonde ; il s'écria :

« J'avais si bien broillé tout cela que j'espérais qu'on n'y connaîtrait rien. »

La présence de Dreyfus, le 8 septembre, dans le bureau auquel appartenait le commandant du Paty, donna lieu à quelques explications. Puis le commandant du Paty s'attaqua à la déclaration de l'accusé qui, ainsi que dans son interrogatoire du 29 novembre 1894, soutint :

Je n'ai pas été aux manœuvres de 1894, je n'ai fait qu'un voyage d'état-major fin juin de la même année. Si l'on admet qu'un voyage d'état-major soit un départ en manœuvres, il faudrait donner au bordereau, non la date d'avril, mais celle de juin. Les formations nouvelles d'artillerie, décidées seulement en juillet, ne pouvaient être connues de moi en avril ou mai.

Cette réponse de Dreyfus prenant, pour la défense, une importance capitale, le Paty émit l'opinion que le bordereau était du mois d'août et que « Je pars en manœuvres » visitait les grandes manœuvres.

Pour repousser cette hypothèse, Dreyfus invoqua la circulaire du général de Boisdeffre du 17 mai 1894, qui prescrivait le stage de trois mois dans les corps de troupe, et dont il eut connaissance, ainsi que les autres stagiaires de l'état-major, dès le mois de juin.

Comment aurais-je pu écrire, s'écria Dreyfus : « Je pars en manœuvres », puisque je savais formellement, comme d'ailleurs tout le monde, que je n'étais pas ?

Ajoutons, pour fixer définitivement sur ce point nos lecteurs, que la Revue du Cercle militaire du 29 avril 1894, parlant par avance de la circulaire du général de Boisdeffre, concluait ainsi :

Les stagiaires de la promotion de 1892, qui ont accompli leur première période de service régimentaire pendant les dernières manœuvres, feront immédiatement leur deuxième période, afin de devenir disponibles autant que possible dès l'expiration de leurs dix-huit mois de stage.

Quant à ceux de ces officiers qui n'auraient pas effectué de période à l'automne de 1893, ils devront s'attendre à accomplir leur deuxième période à partir du 1er juillet prochain, de façon que, tout en assistant aux prochaines manœuvres d'automne, ils soient disponibles pour le 1er octobre.

Donc, Dreyfus qui, comme stagiaire au 2^e cuirassiers, avait, en septembre 1893, pris part aux grandes manœuvres de Beauvais, ne pouvait pas ignorer qu'il n'assisterait pas aux manœuvres de 1894.

Après la réponse de Dreyfus sur la circulaire, l'accusation abandonna la date d'août indiquée par le commandant du Paty de Clam. Reprenant celle d'avril, elle décida que la phrase : « Je pars en manœuvres » s'appliquait au voyage d'état-major que Dreyfus devait faire et accomplir, en effet, au mois de juin.

Malgré les prières instantes de l'accusé qui réclamait la production de la circulaire du général de Boisdeffre, l'accusation ne consentit pas à faire droit à sa demande.

Les interventions, sans cesse répétées, du commandant du Paty de Clam firent dire à Dreyfus que ce commandant paraissait diriger les débats.

Aussi bien, l'état-major avait-il pris la précaution de préparer les juges :

Dans le Conseil, nous apprend le colonel Picquart, se trouvaient plusieurs officiers qui avaient des relations avec nous (par nous, j'entends le ministère) ; ainsi le lieutenant colonel Eschmann qui, d'après ce que m'a dit plus tard le colonel Sandherr, lui avait parlé, à lui, Sandherr, de l'affaire, et avait reçu de ce dernier l'assurance que Dreyfus devait être réellement coupable.

(Je suis presque sûr que c'est avant le jugement.)

Il y avait aussi le capitaine Gallet, qui, j'en suis à peu près certain, avait causé de l'affaire avec le commandant Henry.

Si ma mémoire est fidèle, Gallet est parent de M. Poisson, alors directeur de la Sûreté générale, qui était constamment en relation avec le bureau des renseignements, particulièrement pour les affaires d'espionnage.

Henry déposa ensuite.

Rappelons, en guise de préface, ces réflexions du général Zurlinden, dans sa lettre au garde des sceaux, du 24 septembre 1898 :

L'acte criminel commis par le colonel Henry ne peut atteindre la validité du jugement rendu. Sa déposition devant le Conseil de guerre n'avait rien de personnel.

Comme dans tous les procès d'espionnage, un officier du service des renseignements avait été délégué par le ministre de la guerre pour déposer au nom de ce service.

L'officier désigné fut Henry, mais sa déposition aurait pu être faite, dans le même sens, par le colonel Sandherr, chef du service, comme par le sous-chef et le chef de l'état-major de l'armée, comme par le ministre lui-même.

Le général Zurlinden déclare donc que, nécessairement, la déposition d'Henry devait avoir un caractère impersonnel. Mais il ne semble pas vouloir comprendre que, dans une accusation qui ne reposait que sur le bordereau, et qu'il fallait renforcer par la communication de pièces secrètes, le témoignage du délégué du bureau des renseignements était évidemment le plus grave. Ce délégué était non seulement le confident de ses chefs, mais il faisait partie du service affecté à l'espionnage, il était chargé de le réprimer. Il avait été le principal informateur du procès, et il incarnait, aux yeux des membres du Conseil de guerre, le bureau des renseignements.

Que devait être, que pouvait être la déposition d'Henry ?

1^o Ami intime d'Esterhazy, il n'a pas pu, lors de la réception du bordereau, ne pas reconnaître l'écriture de celui-ci. Pour sauver Esterhazy, il fallait perdre Dreyfus.

2^o Henry a déjà commencé son œuvre, lorsque, après avoir arrêté Dreyfus, il dressa le 15 octobre 1894 un procès-verbal mensonger des déclarations de l'inculpé. — On se rappelle que, d'après ce procès-verbal, Dreyfus raconte à Henry qu'il ignore de quoi il est accusé — tandis qu'Henry affirme faussement qu'il a entendu le commandant du Paty détailler à Dreyfus les charges dirigées contre lui.

3^o Il a divulgué l'arrestation de Dreyfus, le 20 octobre 1894, en prévenant M. Papillaud, de la Libre Parole.

4^o Il a constitué le dossier secret avec Sandherr.

5^o Il a préparé les juges.

6^o Il n'a pas remis au général Mercier le rapport du préfet de police, favorable à Dreyfus. Dans une interview du *Matin*, toulousaine, le général Mercier reconnaît qu'il n'a jamais eu connaissance du rapport de M. Lépine.

7^o Les informateurs sont Guénéé, qu'il suffit de nommer, et M. de B... à qui Picquart a donné 1,200 francs par l'intermédiaire d'Henry pour rémunérer ses services.

Au Conseil de guerre, Henry, en homme habile, se réserve, tout d'abord ; et, en attendant les événements, il fait une première déposition relativement modérée.

Voici ce qu'en dit Picquart qui, en sa qualité de délégué du ministère de la guerre, assiste aux audiences, assis derrière les juges :

On voyait que l'affaire s'annonçait assez mal, on résolut de frapper un coup. Henry me dit : « Vous qui êtes assis de derrière Gallet, dites-lui donc de me faire appeler pour me demander des renseignements. » Je refusai de m'acquiescer de cette commission, le colonel Henry se fâcha et fit sa commission lui-même pendant une suspension d'audience.

Gallet posa la question et Henry revint pour une deuxième déposition.

Ici, laissons parler M. Lépine, préfet de police :

« La déposition d'Henry fut relativement courte. Elle dura quelques minutes à peine. Après avoir indiqué les soupçons de l'état-major, la découverte du bordereau, il s'exprima en quelques phrases nettes, précises, catégoriques, saisissantes. Pour en rendre le ton, je la qualifierai de dramatique. Le geste, l'attitude ; je les vois encore. J'ai eu, en apprenant son suicide, la vision du commandant Henry étendant le bras solennellement vers le Christ, la croix brillante sur sa large poitrine, jurant de dire la vérité. C'était l'apparition d'un justicier parlant en son nom et au nom de l'armée ; il représentait la vindicte publique. En terminant ses éloquentes affirmations sur l'existence d'un traître, il s'écria en se retournant et en désignant du doigt Dreyfus : « Le voilà, je le sais, je le jure ! »

(A suivre.)

Et M. Lépine ajoute :

« Je compris, par mes impressions et l'attitude des juges, que la condamnation de Dreyfus devenait bien probable. »

Le capitaine Freystetter, entendu sur ce point, confirma la déposition de M. Lépine, presque dans les mêmes termes, puis il fit à la Cour cette déclaration :

— Pour moi, après la déposition d'Henry, ma conviction fut à peu près déterminée.

Le capitaine Freystetter ajoute « que c'est sur une question du capitaine Gallet qu'Henry était revenu déposer, et qu'après sa déposition, invité à désigner la personne honorable qui lui aurait révélé la trahison de Dreyfus, il s'y était refusé en ces termes : « Le képi doit ignorer ce qu'il y a dans la tête de l'officier. »

Le colonel Picquart corrobore tout cela.

La phrase prononcée par Henry, dit-il, était à peu près la suivante :

« Je tiens d'une personne honorable que quelqu'un trahissait au deuxième bureau. »

Et il ajouta, en montrant du doigt Dreyfus :

« Et le traître, le voici. »

Ce n'est pas seulement le capitaine Freystetter, c'est aussi le capitaine Gallet qui vient aujourd'hui protester. On sait que le capitaine Gallet a fait sa confiance au sénateur Chovert. Celui-ci témoigne qu'à la nouvelle du suicide d'Henry, le capitaine Gallet troublé, angoissé, s'écria : « Mais c'était notre principal témoin ! »

Et M. Lépine confirme :

« Sauf Henry, rien d'attachant. On aurait dit qu'il s'agissait de l'affaire d'un soldat déserteur en temps de paix. Les témoins entendus ne parlant que des allures de Dreyfus pendant son stage au ministère de la guerre, des conversations échangées entre lui et ses camarades, des propos de mess ou de bureau. Le réquisitoire était vide, la plaidoirie de M. Demange très belle, mais roulant uniquement sur le bordereau. »

M. Bertillon explique, devant le Conseil de guerre, sa fameuse expertise à l'aide d'une sorte de tableau qui figure une forteresse — un redan — d'aspect bizarre. Ce « schéma », la « grille », ne parvint pas à impressionner le commandant Brisset lui-même. Aussi, celui-ci, dans son réquisitoire, dit-il :

Quant à M. Bertillon, il nous a apporté « un redan » auquel je n'ai jamais rien compris et je passe.

Néanmoins, M. Bertillon a exercé sur les juges du Conseil de guerre une certaine influence.

Les experts en écriture étant divisés, ses démonstrations ont pu peser (c'est M. Freystetter qui le dit) en raison même de leur obscurité.

Pour achever la physionomie de ces débats extraordinaires, il faut lire M. Gobert :

Ma déposition terminée, M. le commandant Brisset, absolument convaincu que le bordereau était de Dreyfus, descendit de son siège, et plaçant sous mes yeux les premières lettres de Dreyfus à sa femme — interceptées à la prison du Cherche-Midi — s'écria :

« Hein ! si vous aviez eu ces documents pour vos comparaisons... Mais voilà on ne les avait pas ! »

L'écriture de ces pièces n'était pas plus concluante que celle des autres documents de comparaison que j'avais eus antérieurement ; mais je compris que l'attribution à Dreyfus était inébranlable dans l'esprit du magistrat, et je quittai le Conseil avec la conviction que Dreyfus serait condamné et qu'une erreur judiciaire allait se commettre.

Que fut le réquisitoire ? M. Lépine l'a trouvé vide. — Il ne contenait, en effet, que le bordereau.

Le commandant Brisset, après avoir abandonné formellement toutes les imputations accessoires et déclaré qu'il ne trouvait aucun mobile au crime, s'était rejeté sur la lettre-missive. Montrant le bordereau, le bras dressé, dans la direction de M. Demange, il s'écria :

« Mais il reste ceci ! Prenez vos loupes, messieurs, vous savez ce que c'est Dreyfus qui l'a écrit. »

Le Conseil de guerre se retira pour le délibérer qui dura à peu près une heure. Que se passa-t-il en chambre du Conseil ?

Le colonel Maurel exhiba les pièces secrètes avec le commentaire du commandant du Paty de Clam. Il attirait toute l'attention des juges sur la dépêche Panizzardi. Il affirmait que l'initiale D de la pièce *Canaille de D.* signifiait bien Dreyfus. Il fit remarquer que cette pièce était de la même écriture que la lettre signée B (Panizzardi), et que, par conséquent, Panizzardi était l'auteur de la pièce *Canaille de D.* (Dreyfus). Il déclara, s'appuyant sur le commentaire du commandant du Paty de Clam, que les autres pièces secrètes du dossier s'appliquaient vraisemblablement à Dreyfus. Enfin, il fit observer que la note biographique, jointe au commentaire, était plutôt à la charge de l'accusé.

Quand les juges eurent pris connaissance des pièces secrètes, ils se recueillirent longuement. Il n'y eut aucune discussion. On procéda au vote. Successivement, chacun des juges, à la question posée par le président : « Alfred Dreyfus est-il coupable ? » répondit : oui.

Dreyfus fut donc condamné à l'unanimité.

Le colonel Cordier, dans sa déposition, déclare : « C'est précisément cette unanimité qui nous a rassurés. »

Nous savions que Dreyfus, en arrivant devant le Conseil de guerre, n'avait pas avoué, qu'il n'y avait à sa charge, comme preuve matérielle, que le bordereau, sur lequel les experts n'étaient pas d'accord, et les témoignages des officiers, que nous ne connaissions pas d'avance, que nous pensions devoir être graves, mais n'arguant pas de faits positifs et précis de trahison.

S'il n'y avait pas eu unanimité parmi les juges, le doute pouvait continuer à subsister.

Le mot « rassurer » que j'ai employé n'implique pas une pensée d'hostilité contre le condamné, mais la satisfaction de voir cette affaire si pénible terminée.

Quand M. Demange alla retrouver Dreyfus dans sa prison, il l'embrassa longuement en disant : « Mon capitaine, vous êtes la plus grande victime du siècle ! »

(A suivre.)

La fin de la grève des facteurs

Est-il besoin d'annoncer la fin de la grève, heureusement courte, des facteurs ? Hier, dès le matin, tous les Parisiens étaient renseignés à ce sujet. Ils ont reçu régulièrement — avec quelle joie ! — leur courrier de neuf heures.

Les espérances de M. Mougeot ont été dépassées. Il comptait sur le retour de la majorité des facteurs.

Tous, sans exception, et sans s'être entendus, sont revenus au tri.

A quel tenait cette unanimité ? On l'a deviné. A l'envoi, par tube pneumatique, de la carte-télégramme que voici :

Le facteur X... est prévenu que, s'il ne se présente pas à l'hôtel des postes ce matin même, à l'heure habituelle de la prise de son service, la révocation encourue par lui, à la suite des événements d'hier, sera immédiatement applicable.

La continuation de la grève, c'était, en même temps, la perte des droits à la retraite. Les ménages ont dû sermonner leurs maris. Pas un n'a manqué à l'appel.

Une si touchante unanimité mérite le pardon.

Aussi bien, la journée d'hier n'a pas manqué d'être très dure aux facteurs.

D'abord, il y avait dans les salles de correspondances un désordre inimaginable qui leur a donné un mal terrible. Ensuite, les sacs ont été plus lourds. Enfin, ce n'est pas sans baisser la tête sous les quolibets que les grévistes repentis ont opéré la distribution.

— Ah ! vous voilà ? Ce n'était pas la peine de tant bouleverser Paris ! On vous en donnera, des étrennes !

Presque tous répondaient :

— Que voulez-vous ? Cela a été l'effet d'un moment de colère. Nous comptons tant sur la Chambre !

Répétons, avec l'éternel Shakespeare, que tout est bien qui finit bien.

Cela finira même mieux qu'on ne croit, car il ne serait pas étonnant que, vu ce prompt retour des facteurs, on cherchât le moyen de leur donner, pendant les trois années de début, plus de mille francs par an.

Georges Rip.

LA JOURNÉE

Samedi 20 mai

Courses à Compiègne.

Le Parlement : Suite de la discussion du Budget au Sénat.

Premières : Au théâtre Sarah-Bernhardt, la Tragédie *Histoire d'Hamlet*. — Au Gymnase, reprise de *la Marmite*. — Répétition générale de *Cendrillon*, à l'Opéra-Comique (1 h.).

Congès de la Fête de la Vierge. Sortie des lycées et collèges, ce soir, après la classe (rentrée le 24 au soir).

Beaux-Arts : Entrée en loge pour le concours définitif de composition musicale, Prix de Rome (9 h. du matin, château de Compiègne). — A l'Académie des beaux-arts, lecture des candidats au fauteuil d'académicien libre, en remplacement du marquis de Chennevières.

Conservatoire de musique de cette ville : inauguration des bustes de Frédéric David, Vanlor et Mignot.

Obsèques : Vicomte Delaborde (10 h. 1/2, Saint-Thomas-d'Aquin), la comtesse de Saint-Hilaire (40 h.), Saint-Philippe (du Roule), Mme de la Roche de Chevreign (chapelle du cimetière Montparnasse), docteur Blet (40 h., Sainte-Clothilde).

Reunions : Dîner du Picodon (chez Foyot), dîner des Carabiniers (Grand-Hôtel), dîner celtique (place de la gare Montparnasse), dîner de Balzac (8 avenue de Clichy).

Le Monde et la Ville

SALONS

— Au carnet mondain : — Réception le samedi 17, à la comtesse de Poligny, dans ses salons du boulevard Flanin.

— Opérette en trois actes de M. Lacôme, le jeudi 17 juin, chez M. G. Fouquier, dans ses salons de la rue de Rivoli ; — Mme Jean Vacaresco, par suite d'un deuil, ne recevra plus les mercredis et vendredis.

— Matinée musicale, chez Mme Martel, pour l'audition des œuvres de Mlle Augusta Holmès qui accompagnera au piano ses interprètes : Mmes Martel, Comettant, Simone d'Arnaud, Mlle Gaillet et Simon ; MM. Hardy, Thé, J. Leconte, Touche, Berget et Chanoine-Davranche. Mlle Wanda de Boncza a récité à merveille les vers du *Ludus pro Patria*.

L'autour et ses excellents artistes ont été applaudis d'enthousiasme.

Dîner de vingt couverts, suivi de réception, avant-hier, chez Mme Hartog. On a fait d'excellente musique pendant la soirée. Très fêtées Mme Allart du Chollet, dans deux mélodies de M. Gaston Lemaire ; Mme Félicia Maillet, dans *Rêve d'enfant* et *Chanson de fou*, du même auteur, qui a ensuite accompagné son *Exquise gavotte*, chantée et dansée en costume Louis XV par Mlle J. Duval et E. Janney.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— M. de Leon y Castillo est parti hier soir pour Madrid, où il restera une dizaine de jours. Pendant son absence, l'ambassade d'Espagne sera gérée par le marquis de Villalobar jusqu'au retour du marquis de Novalles qui sera à Paris lundi prochain.

— Après-demain lundi, à l'occasion de l'anniversaire de la fête nationale roumaine, un Te Deum sera célébré, à onze heures et demie, en l'église roumaine de la rue Jean-de-Beauvais.

Le ministre de Roumanie et Mme Ghika recevront, de deux à quatre heures, les membres de la colonie roumaine.

— Mgr Granito di Belmonte, chargé d'affaires à la nonciature apostolique, sur l'invitation de la comtesse Spottiswood-Mackin, a donné, avant-hier, le salut dans la chapelle des Sœurs missionnaires du Sacré-Cœur de Jésus. Dans la foule des fidèles qui assistaient à la cérémonie, on remarquait S. A. R. l'infante Eulalie d'Orléans.

— La baronne Georges de Reuter a mis au monde un fils. Cet heureux événement a eu lieu à l'hôtel de la rue de Laback. La jeune mère et l'enfant se portent à merveille.

— Mardi prochain, à neuf heures du soir, aura lieu, à la salle Erard, le concert annuel de Mme Ferrari qui fera entendre ses œuvres avec le concours de nos principaux artistes. On terminera par une pavana et un menuet inédits, réglés par M. Vasquez, de l'Opéra, et dansés, en costume de l'époque, par Mlle Boos et l'art, de l'Opéra.

— Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Meurice :

L'honorable Mac Evan, membre du Parlement anglais ; l'honorable Mac Greiville, Mme Sedlmayr ; M. Henry Van Loon, chambellan de la reine des Pays-Bas ; sir George et lady Morris, l'honorable Mme Elliot.

— Brillante assistance, à la salle des Agriculteurs de France, où l'on a acclamé

M. Pierre Adour, en sa double qualité de pianiste et de compositeur. Grand succès pour la sonate de César Franck, magistralement jouée par M. Adour et le violoniste Desros-Lederer. Ce dernier s'est surpassé dans une délicieuse romance de M. Walter Behrens et des poèmes hongrois de ce compositeur. Très applaudie également Mlle Renie, une excellente harpiste.

Le lieutenant de cavalerie Luuyt a fait une chute grave pendant les exercices de manège à l'Ecole de Saumur et, engagé sous le cheval, a eu la jambe cassée.

CERLES

— Reçu comme membre permanent au cercle de la rue Royale : M. Richemond, lieutenant au 8^e hussards, présenté par M. G. Kieber et le capitaine A. Thurneysen.

— Reçu comme membres de l'Union des yachts :

MM. Fernand Aumont, André Holagray, Amable Lagane, Alexandre Leroy, le comte R. de Vogüé.

— Beaucoup de tireurs ont pris part, hier, au *Prix de Longchamps*, un pigeon à 27 mètres, au tir aux pigeons du bois de Boulogne.

Gagnants suivant l'ordre : baron de Larnage, 14 sur 14 ; Journa, 17 sur 13 ; vicomte de Foncin, 17 sur 19.

La poule suivante a été partagée entre le baron Léonino et lord Patron.

Aujourd

mement; mais nous estimons que certains progrès, certaines révolutions ne peuvent être réalisés que par une entente directe des peuples entre eux. Nous ne nous faisons donc aucune illusion sur le sort réservé à votre conférence. Tout cela, voyez-vous, monsieur, c'est de l'hypocrisie et c'est du sport (sic).

Je laisse à Nieuwenhuis la responsabilité de ses appréciations et je veux croire qu'elles recevront des événements un démenti. J'ai causé depuis hier avec un grand nombre de délégués, et non des moins autorisés. Je puis affirmer que chez tous règne une ferme volonté de faire quelque chose et l'espérance sincère que quelque chose se fera.

Ce matin à onze heures a eu lieu, au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. de Staël, une conversation des premiers délégués. L'objet de cette conversation était de fixer les conditions dans lesquelles le travail des Commissions va s'organiser à partir de lundi. Il est à peu près décidé que trois sections seront créées. Dans la première seront étudiées les questions qui se rattachent au désarmement proprement dit, c'est-à-dire à la limitation des dépenses et des effectifs de guerre; on examinera dans la seconde section tout ce qui se rapporte à l'amélioration des lois et usages de la guerre, c'est-à-dire, la possibilité de diminuer dans la plus large mesure, pour le combattant, le risque de destruction ou de souffrance; en fin la troisième section se consacrera à l'examen d'une organisation possible de l'arbitrage international.

Les délégués techniques se grouperont naturellement, d'après leurs spécialités et suivant leurs compétences particulières, dans celles de ces sections où ils seront le plus à même de se rendre utiles. Quant aux premiers délégués, il est probable qu'ils ne se fixeront nulle part et « se réserveront » en vue des discussions plénières.

Il est douteux que ces discussions puissent s'engager avant une quinzaine de jours.

Emile Barr.

LE TRÉFLE INCARNAT DE L.-T. PIVER
PARFUM SUAVE, TENACE ET DÉLICAT

NOTES D'UN PARISIEN

Cette petite escapade des bons facteurs comporte, elle aussi, sa philosophie. Il n'est, sous le soleil, si modeste sujet qui puisse prêter à des développements. Vous savez pourquoi la grève a eu lieu, et pour quoi elle s'est si rapidement terminée. Les facteurs se plaignaient de ne pas être suffisamment payés. Et, au premier appel, il s'est pourtant trouvé, par centaines et par centaines, des candidats qui ne demandaient qu'à prendre leurs places.

C'est l'argument que faisait valoir, un jour, un ministre à des députés qui proposaient une augmentation du traitement des conseillers de préfecture. Ces fonctionnaires gagnent, en débutant, dix-huit cents francs par an. Et il leur faut, avec cela, tenir un rang convenable, faire figure dans le monde.

— C'est un traitement dérisoire, faisaient observer au ministre. Il est impossible à ces pauvres gens de s'en tirer...

— Sans doute, répondit le ministre, mais qu'en importe, puisque, chaque fois qu'une vacance se produit, il y a cinquante candidats qui se présentent ?

Ainsi a-t-on dit aux facteurs, et c'est ce qui leur a donné à réfléchir. Ils se sont rappelés le temps où eux-mêmes sollicitaient l'emploi qu'ils ont aujourd'hui. Ils ne se demandaient guère, à ce moment, si le traitement était plus ou moins convenable; tout ce qu'ils voulaient, c'était d'en avoir un. *Primum vivere, deinde philosophari*: vivre d'abord, et ensuite philosopher. Ce qu'ils pensaient alors, d'autres le pensent aujourd'hui, qui forment le grand parti des remplaçants: Ils envient aux facteurs cette situation que ces derniers trouvent si précieuse, et une fois de plus il se vérifie que, si malheureux que l'on se croie, on rencontre toujours plus malheureux que soi...

E.

PAIN GRILLÉ JACQUET, 22, rue Richelieu
CONTRE LES MALADIES D'ESTOMAC ET L'OBESITÉ

LA CHAMBRE

Vendredi 19 mai.

L'ALGÉRIE

Un parent de province débarque chez vous à l'improviste; le déjeuner est un peu court, le temps manque pour l'étoffer; « Rosalie, n'auriez-vous pas quelque part une vieille boîte de conserves ? » — « Oui, monsieur, et ce pâté de huit jours qui sèche dans le buffet, on n'en a encore mangé que deux tranches... »

Le pâté, la boîte de conserves, c'est l'interpellation sur l'Algérie. On l'emploie à boucher les trous. Entamée l'autre semaine, M. Charles Marchal y a pratiqué une énorme brèche. Puis est venu M. Barthou, qui lui a encore fait largement honneur lundi dernier. Hier, c'était le tour de M. Morinaud qui s'en est payé un morceau très respectable. Il faut même croire qu'il l'a trouvé succulent, puisqu'il a recommandé aujourd'hui.

Hier, M. Morinaud avait traité la question des indigènes et la question juive. Aujourd'hui, après quelques petites flèches, *sine ictu*, décochées à M. Barthou, il s'est attaqué plus spécialement à la condition des étrangers en Algérie. Je détache toutefois du compte rendu de la séance un petit colloque dans lequel un député de la Loire-Inférieure, M. Anthime-Ménard, a précisé, d'un mot digne d'être retenu par l'histoire, le véritable caractère des dernières élections générales et l'électicisme systématique des méthodes que le gouvernement a eu le tort d'y appliquer.

M. Morinaud. — M. Barthou m'a accusé de électicisme. Eh bien, écoutez ce que dit le journal *la Croix*: « Il nous souvient qu'il y a un an, presque jour pour jour, M. Barthou nous envoyait des appels désespérés pour sauver ses candidats. (Applaudissements ironiques à l'extrême gauche.) »

Sans doute il n'est pas venu directement; il envoyait seulement des hommes importants; plusieurs de ses amis politiques passeront alors grâce au concours sollicité de la *Croix*. (Nouveaux applaudissements ironiques sur les mêmes bancs. — Bruit au centre.)

M. Méline. — Je regrette que M. Barthou, retenu ailleurs par des raisons impérieuses, ne soit pas présent: il vous aurait répondu. (Applaudissements au centre.)

(Vote à l'extrême gauche. — Réponse pour lui.)

M. Méline. — Je répète que si M. Barthou était ici, il répondrait: quant à moi, ni directement ni indirectement, je n'ai envoyé d'ambassadeurs à la *Croix*. (Très bien! très bien! au centre.)

M. Anthime-Ménard. — La vérité, c'est qu'il n'y a pas eu de règle suivie: un exemple affirmatif rencontrerait un exemple certain; on varierait suivant les circonscriptions.

La confusion des dernières élections se retrouve dans l'incertain composition de la Chambre. (Très bien! très bien!)

M. Morinaud. — Je n'insiste pas sur l'incident, qui me permet de féliciter M. Méline de pratiquer, même lorsqu'il n'est plus au pouvoir, la solidarité ministérielle. (Rires et applaudissements à l'extrême gauche.)

C'est l'évidence même! La politique du gouvernement a été différente, suivant les circonscriptions électorales; on a tenu plus de compte des personnes que des principes. Mais dans la confusion quasi anarchique où se débattaient les partis, était-il possible de faire autrement? Est-il même jamais possible de faire autrement? C'est presque être modéré que de soutenir un radical dans un arrondissement socialiste.

Revenons à M. Morinaud. Toute la première partie de son discours, celle d'hier, aboutissait à cette conclusion qui est le *delenda Carthago* des antiques algériens: l'abrogation du décret Crémieux, au moins dans ses conséquences électorales. Nous verrons dans un instant que ses développements d'aujourd'hui tendent au même but. « Les juifs sont de mauvais électeurs, autrement dit des électeurs qui ne votent pas pour nous! » Tout est là pour M. Morinaud comme pour M. Marchal.

Seulement, comme il est avocat, comme il a certaine facilité et dextérité de parole, voire de la chaleur et du mouvement, il enveloppe adroitement la thèse à laquelle toute son argumentation se ramène.

C'est ainsi que pour la situation qu'il convient, suivant lui, de faire aux étrangers en Algérie, il se montre superlativement libéral et hospitalier. En vain on lui parle d'influences à redouter, de précautions à prendre, il tend sa main largement ouverte à toute cette population exotique qui pullule dans nos trois départements algériens. Quiconque accepte notre service militaire a les mêmes droits que le né nati de France; qu'il soit citoyen français: *civis gallicus esto!*

Cette générosité a paru excessive à grand nombre de députés. Le projet du gouvernement exige quelques années de sagesse, les étrangers ne deviendront électeurs qu'à trente ans, et M. Morinaud n'en dissimule point le mécontentement car c'est de ce côté que les partisans de la France aux Français cherchent un contrepois à l'élément juif.

L'orateur, assez rarement applaudi, mais très attentivement écouté, a fini sur une péroraison émuante, coupée d'un petit incident où notre ironie française a trouvé son compte:

M. Morinaud. — Il importe que le Parlement surveille l'emploi des fonds, surtout en matière de grands travaux publics.

Je vais énoncer un exemple des dilapidations qui se commettent.

Les travaux du port de Bône avaient été prévus à 7 millions. Il a été dépensé 3 millions en travaux effectivement exécutés; mais 6 millions ont dû être payés aux entrepreneurs, à la suite de la résiliation du marché. (Exclamations.)

M. Thomson. — Quels étaient les entrepreneurs ?

M. Morinaud. — MM. Danton et Vascaro.

M. Thomson. — Qui a défendu ces entrepreneurs ?

M. Morinaud. — J'ai eu l'honneur de les défendre devant le Conseil de préfecture. (Exclamations.)

Est-il ici un avocat qui n'ait parlé devant un conseil de préfecture ou devant une Cour d'assises ? (Mouvements divers.)

C'est parce que j'ai plaidé cette affaire comme avocat que je puis faire connaître le résultat du procès.

J'ai dit et je répète que le port de Bône devait coûter 7 millions; que trois millions de travaux ont été exécutés et qu'il a fallu payer 6 millions aux entrepreneurs, à raison des conditions défavorables dans lesquelles les travaux ont été commencés sur les plans des ingénieurs des ponts et chaussées.

Voulez-vous dire, monsieur Thomson, que le Conseil de préfecture de Constantine rend des services et non des arrêts ?

M. Thomson. — Je constate simplement que l'avocat qui a fait obtenir une transaction très favorable aux entrepreneurs, c'est vous-même. (Rires sur plusieurs bancs à gauche.)

Il est bien certain que M. Morinaud était dans son droit absolu en plaidant pour les entrepreneurs contre l'Etat; mais je serais bien étonné si, le jour où viendrait en discussion la fameuse loi sur les incompatibilités parlementaires, quelque législateur subtil ne proposait pas d'ajouter les avocats à la liste des incompatibilités.

C'est M. Rouanet, député socialiste de Paris, qui a répondu à M. Morinaud, et si je dis qu'il a pris son adversaire corps à corps, ce ne sera pas une figure de rhétorique. Il s'est collé, attaché à lui, en lutteur résolu à faire toucher les épaules. Lorsque par hasard il consentait à se laisser aller, c'était pour employer avec lui son ami et allié M. Marchal, luttant victorieuse (on peut se le figurer) d'un seul homme contre deux champions qui se croyaient peut-être imbattables: Montmartre contre Alger et Constantine!

Je n'en raconterai pas aujourd'hui les étonnantes épisodes, parce que les coups de poing de la fin ont été remis à une séance ultérieure; mais je dois au moins reproduire le programme que s'est tracé à lui-même M. Rouanet:

M. Rouanet. — J'ai besoin de toute l'attention de la Chambre pour remplir la tâche républicaine et socialiste que j'ai assumée en déposant ma demande d'interpellation. Je remplis une tâche républicaine, parce que je viens dénoncer le régime de terreur sous lequel l'antisémitisme algérien ploie une population mise à raison de ses origines hors du droit commun et de la cité humaine. (Très bien! très bien!) Je défends ainsi les traditions constantes du parti républicain.

J'accueille aussi un devoir socialiste, parce que l'antisémitisme algérien frappe surtout la catégorie la plus pauvre de la population qu'elle poursuit de son fanatisme de race et de ses préjugés de religion. (Applaudissements.)

Ce programme, M. Rouanet l'a développé avec une éloquence, avec une énergie à laquelle toute la Chambre a rendu, par ses bravos, un éclatant hommage. Il a pris les juifs sous sa protection, il

les a proclamés citoyens français, égaux en droits à tous les autres citoyens; il les a lavés de toutes les accusations dont on les charge, de toutes les détestations dont on les souille; enfin il a prononcé l'apologie complète, le panégyrique des juifs.

Il n'a fait que son devoir, car il n'est pas possible à un homme du dix-neuvième siècle, à un fils de la Révolution française, de s'associer à ces stupides guerres de religion et de race. Mais comme on regrette que le parti conservateur ait laissé à un député socialiste l'honneur de défendre des opprimés, des calomniés.

On mesurera bientôt les conséquences de cette négligence et de cette erreur. Mercredi prochain, M. Rouanet reprendra son discours juste au point où l'a interrompu et vous en verrez de belles! Vous verrez des persécutions, vous verrez des horreurs, dignes du moyen âge espagnol. Je vous en garde, pour ce jour-là, le tableau complet. Il perdrait à être scindé. Ah! c'est une belle chose! que le fanatisme, antisémite ou autre! Il honore les nations, et les partis!

Pas-Pordus.

LE SÉNAT

La marine succède à l'agriculture et M. de Lamarzelle greffe, sur le budget, une interpellation. Il s'agit de la pêche dans le golfe de Gascogne.

Les braconniers de mer détruisent avec leurs chaluts les malheureux poissons qui ne trouvent même plus un abri dans leurs retraites profondes. Là où ils passent, tout est ravagé; ce sont les Attilas de la mer. Encore un peu de temps, et les eaux seront désertes; mais plus de pêche, plus de pêcheurs, et plus de pêcheurs, plus de marins.

M. Lockroy n'oppose à M. de Lamarzelle qu'un mot; mais ce mot, comme le disait je ne sais quel personnage de vaudeville, est grand comme le monde; le progrès de la pêche au chalut à vapeur constitue un progrès sérieux sur la pêche au chalut à voiles, comme le 120 court sur le vieux canon de Louis XIV.

M. Leydet plaide ensuite la cause de l'étrang de Berre qui rêve de transformer en port de refuge, et le ministre lui répond:

— On s'en occupe; on fait même mieux; on drague.

M. Le Cour-Grandmaison questionne M. Lockroy sur la défense des côtes, et M. Lockroy le rassure par un mot cornélien:

— Il s'agit de la patrie; il n'y a parmi nous qu'une âme et un cœur!

Après cette sorte de discussion générale, on vote rapidement les chapitres, tous les chapitres et même les crédits de la Caisse des invalides.

P. B.

LE NOUVEAU VÉSINET

Le Parc Beaujour.

Il y a à peine quinze jours que les journaux ont commencé à parler de ce ravissant pays, et le voilà déjà célèbre. Le train spécial, qui y conduit tous les dimanches, ramène chaque fois les visiteurs enthousiasmés.

Les bois, l'air pur et vivifiant, l'absence de toutes les inconvénients ordinaires des banlieues manufacturières sont autant de charmes appréciés. Mais ce qui séduit surtout le public, c'est qu'il n'est pas trop.

Le lotissement a été préparé depuis de longues années; les avenues, les boulevards sont finis; chacun peut voir non plus sur des plans, mais sur le terrain même, le lot qui lui convient, en faire le tour, choisir, comparer et se dire que, quelques mois après l'acquisition, il pourra prendre sa crémaillère en famille.

L'entassement des acheteurs qui se disputent les lots boisés, pour 2 fr. le mètre, s'explique d'ailleurs, car pour quelques milliers de francs, payables par mensualités, on peut devenir propriétaire d'un petit parc. Si l'on aborde les terrains à 3, 4 et 5 francs, cela devient tout de suite spéculatif.

Comme le train spécial qui part tous les dimanches et jours de fête, à 2 heures, de la gare d'Orléans, commence à être très court, pour le dimanche et le lundi de la Pentecôte, il est prudent de retenir ses places d'avance (19 et 20 aller et retour) à la Société du Parc Beaujour, 21, boulevard St-Germain. (Téléph. 808-81.)

Mlle PALLA

Combien de fois, depuis vingt-neuf ans, le *Figaro* a-t-il imprimé ce nom? Bien qu'il soit celui d'une ancienne lingère, il n'en est pas de plus noble.

Pendant le siège de Paris, un enfant dont le père était soldat, et dont la mère venait de mourir, pleurait dans la rue. Mlle Palla demanda à la mairie la permission de la recueillir. Depuis, chaque fois qu'une petite fille se trouvait dans un cas semblable, les gens du quartier la portaient à Mlle Palla, avec cette phrase bien parisienne: « Puisque vous aimez les petites filles abandonnées... » Après les communiées, elle en avait onze autour d'elle! La mairie, il est vrai, puis la Ville de Paris, puis de bonnes âmes comme Mme Königswarter l'ont puissamment aidée. Deux fois aussi, l'Académie lui a décerné le prix Montyon.

Il fallait cela pour l'œuvre qu'il mure Mlle Palla à toujours de trente à quarante petites filles autour d'elle.

Elle les prend dès l'âge le plus tendre, les élève, les instruit, en fait des bonnes, des lingères, des femmes de ménage. Quelques-unes aujourd'hui sont honnêtement mariées. Les heureuses qu'elle a faites sont déjà légion. Et avec quoi a-t-elle pu protéger, éduquer ainsi des centaines de petites filles abandonnées? Avec son cœur tout seul.

Elle va voir les gens riches, elle les regarde avec ses bons yeux et, n'ayant jamais personnellement dépensé plus de 17 sous par jour, récolte des francs pour ses petites filles et pour celles qui les surveillent et les instruisent.

Cette quête, elle a eu le courage de la faire, même malade, car elle n'est plus jeune, Mlle Palla. Elle a aujourd'hui quatre-vingts ans et, l'an dernier, a bien failli mourir. Mais les fournisseurs, gagnés par sa pitié, l'ont eux-mêmes suppliée de garder la chambre. Ils lui ont fait crédit et elle, pour les payer, a conclu un nouveau pacte avec la vie.

Un homme de cœur, voyant les enfants s'écarter d'un faubourg de Paris, a loué à l'œuvre, pour 99 ans, au prix d'un sou par an, à Cerfroid, par Gandelu (Aisne), une magnifique propriété où nos petites Parisiennes tuent les microbes qui s'acharnent aux enfants nés en de mauvaises conditions.

C'est en pleine campagne qu'elles se refont le sang. Parties anémiées, elles en reviennent vaillantes.

Il est vrai que cela a coûté quelques dettes à la pauvre Mlle Palla. Elle a maintenant un passif de près de vingt mille francs, et il faut même qu'elle croie joliment à la Providence pour que cela ne l'empêche point de dormir!

Des admiratrices, présidées par la duchesse de Bojano — pour qui faire le bien est un bonheur — ont organisé au profit de l'Orphelinat gratuit de Cerfroid une vente qui finira ce soir à six heures, au Bazar provisoire de la Charité, gracieusement prêté à l'œuvre, rue de Pontenoy, par la comtesse Boni de Castellane. Nous engageons tous nos lecteurs à s'y rendre, et tous ceux qui ne peuvent y aller à envoyer leur obole à Mlle Palla, à Cerfroid-Gandelu. Il faut que cette excellente œuvre, qui a rendu tant de services inappréciables, ne tremble plus de s'en aller, en avant 20,000 francs.

Un seul trait la fera connaître.

Une fois qu'on avait sollicité des fonds pour elle au Conseil municipal, le plus farouche de nos édiles, M. Piperaud, alla s'assurer de la façon dont elle devait les abandonner. Il venait d'admirer tout, et de féliciter Mlle Palla, quand il fronga terriblement le sourcil. Il y avait un crucifix dans un dortoir!

— Le Conseil municipal n'accorde rien aux bigots! s'écria-t-il.

— Excusez-moi, monsieur, mais quel autre espoir que le Paradis voulez-vous que je donne à des malheureuses qui n'ont que moi sur la terre?

M. Piperaud baissa la tête et répondit: — C'est bon. Je ne dirai rien. Vous êtes une brave femme!

Et il lui fit donner une allocation.

Charles Chénoblet.

FÊTES DE LA PENTECÔTE

Une des plus jolies excursions que l'on puisse faire est celle dont le but est le Parc de la Faisanderie, à Ablon, où l'on arrive en un quart d'heure par la ligne d'Orléans. Cette excursion peut être en même temps une bonne affaire, en ce sens qu'on trouve au Parc de la Faisanderie des terrains à 3 fr. 50 le mètre, qui atteindront une énorme plus-value lorsque le transfert de la gare d'Orléans au quai d'Orsay sera un fait accompli.

Pendant ces deux jours de fêtes, l'Administration du Parc de la Faisanderie (61, rue des Petits-Champs) se transportera sur place, à Ablon.

P.-S. — Un grand concours de photographie aura lieu au Parc de la Faisanderie le 1^{er} dimanche de juin. Nous donnerons, dans quelques jours, les renseignements nécessaires sur ce concours.

LES TROUBLES DE GRENOBLE

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Grenoble, 19 mai.

Les scènes bruyantes, mais relativement anodines, qui s'étaient produites au cours des soirées de mardi et de mercredi — c'est-à-dire depuis l'arrivée de M. Drumont et des diverses notabilités politiques appelées à témoigner dans le procès Max Régis — se sont renouvelées dans la soirée d'hier avec un caractère beaucoup plus grave. Le verdict d'acquiescement du jury, rendu vers huit heures, avait provoqué dans la salle des sentiments divers, et c'est au milieu des cris plus variés que MM. Drumont, Millevoye, Guérin et leurs amis avaient suivi la Grande-Rue et regagné l'hôtel de l'Europe, place Grenette, où plus de trois mille personnes se trouvaient déjà massées. D'importantes mesures d'ordre avaient été prises. La place Grenette et les rues environnantes étaient sillonnées de patrouilles, et c'est escortés d'un peloton d'artillerie à cheval que MM. Drumont et Guérin quittèrent leur hôtel en voiture, vers neuf heures, pour se rendre à la gare.

C'est à ce moment que se place le premier incident grave. Une bande de manifestants, au nombre d'environ cent cinquante environ, armés de gourdins et munis de sifflets, tentèrent vainement d'entrer dans la gare qui était gardée militairement. Ils durent se contenter de continuer à siffler et de conspuer les témoins antisémites en y ajoutant de nombreux cris de « Vive Dreyfus! vive Picquart! A bas les faussaires! » et, disons-le, « A bas l'armée! ». Ce dernier cri ne fut naturellement pas du goût d'un certain nombre de jeunes officiers en civil qui se trouvaient là et, après des protestations fort vives, survint une algarade au cours de laquelle deux ou trois des manifestants dreyfusistes furent assez malmenés. La police intervint et procéda à diverses arrestations qui ne furent pas maintenues.

La bande des siffleurs, un instant dispersée, se reforma bientôt et, vers dix heures et demie, elle arriva à la place Victor-Hugo, devant la terrasse du Cercle des officiers où une vingtaine de ces derniers se trouvaient assis. Là, les cris recommencèrent de plus belle et bientôt la bande y ajouta les chants de la *Car-magnole* et de l'*Internationale*. Les officiers ne bronchèrent pas, mais les manifestants enhardis s'étaient approchés jusqu'à la terrasse et ayant renouvelé leurs cris de « A bas l'armée! » les officiers se levèrent et chargèrent avec leurs cannes, assant pour se dégager que pour faire cesser les insultes dont ils étaient l'objet. Ajoutons que du groupe des manifestants avait été tiré un coup de revolver qui se perdit heureusement dans le vide, mais il n'en fut pas de même de la grêle de projectiles des plus divers, tessons de bouteilles, pierres, porte-allumettes, plaques de fonte enlevées des prises d'eau, etc., qui vinrent s'abattre sur les officiers et sur les nombreux civils qui, indignés, étaient venus se joindre à eux.

Le lieutenant Allix, du 28^e bataillon de chasseurs, recevait en plein visage un porte-allumettes qui lui fendait littéralement la lèvre inférieure et le menton, provoquant une plaie de quatre centimètres de longueur qui nécessita le transport immédiat du blessé à l'hôpital militaire. D'autres officiers et quelques civils reçurent également des contusions plus ou moins graves.

Cette scène écumante, à laquelle la police avait assisté presque avec indifférence, avait pu durer près d'une heure.

On est unanime à blâmer ici l'attitude inexplicable de la police en cette circonstance, et surtout l'imprévoyance qu'elle a montrée, en ne faisant pas garder les abords du Cercle militaire où la bande des manifestants, refoulée de la place Grenette, devait fatalement se porter.

Guillet.

UNE MÉDAILLE D'OR

La médecine française, qui vient de clôturer son exposition d'hygiène, a décerné à Mme Blanche Leigh une médaille d'or pour ses produits et notamment pour sa Lotion et sa Crème d'œuf. Ces deux produits antiseptiques transformés entièrement l'apparence du visage et lui rendent la transparence du teint dont toute beauté a besoin d'être éclaircie.

LES FÊTES DE PARIS

On se rappelle le Comité que créa jadis Alphonse dans l'intention de donner, chaque fois que besoin serait, de la vie à Paris. Ce Comité fonctionnait toujours à l'hôtel de Ville.

Il s'est ému de la crise qui suit généralement le Grand-Prix et a essayé d'atténuer les effets du cruel exode qui commence le lendemain du jour où c'est un cheval anglais ou français qui a triomphé.

Le Grand-Prix sera couru, cette année, le dimanche 14 juin.

Dono le comité Alphonse, qui siège à l'hôtel de Ville et qui préside aujourd'hui M. Muzet, député de Paris, a rédigé hier, avec le concours de tous les grands journaux, le programme que voici:

Jeudi, 12 juin. — Bataille de fleurs en automobile dans le jardin des Tuileries. Le comte de Dion a bien voulu se charger de l'organisation de cette fête qui a fait l'indulgence.

Mardi, 13. — Grande kermesse de jour et de nuit dans le jardin du Palais-Royal. Théâtres pittoresques. Concours de femmes fleuries, avec médailles d'or, d'argent, de bronze à celles qui sauront le mieux tirer parti des fleurs dans l'arrangement de leur toilette. Cour d'amour. Tournoi. Jeux forains. Les chevaux, le tonneau, la course en sacs. Théâtres ambulants, etc.

Mardi 14. — Festival militaire dans le jardin du Palais-Royal.

Jeudi 15. — Fête des enfants au bois de Vincennes.

Vendredi 16. — Fête de nuit cycliste entre la Muette et le grand lac du bois de Boulogne. Promenade vespérale sur le boulevard. Samedi 17. — Étienné Marcel et les corporations. Grand cortège historique comportant trois immenses chars construits sous la direction de M. Edmond Detaille. Le cortège partira du jardin des Tuileries où une répétition payante aura lieu le 16 dans l'après-midi. Nous ferons connaître ultérieurement le parcours, soumis en certains endroits à l'achèvement des travaux municipaux.

Dimanche 17. — Défilé du cortège dans les quartiers non traversés la veille.

Le Conseil municipal a voté 63,000 francs pour ces fêtes; le Comité, 40,000; plusieurs établissements financiers ont promis des souscriptions.

D'après son règlement, le Comité doit dépenser le plus possible, en gardant le reliquat des sommes gagnées pour l'organisation d'autres fêtes. Le public peut compter qu'en la circonstance comme au temps du Carrousel, de l'histoire du théâtre, etc., le Comité fera tout son devoir.

Henri Hamoise.

Nouvelles Diverses

LA CHARITÉ

Nous avons reçu pour les infortunes recommandées par le *Figaro*:

X. Y. Z., à partager entre les deux familles Laus et Guillemard, 20 francs.

De la part d'une mère de soldats, pour Mme veuve Laus, 20 francs.

AU PARQUET

M. le juge d'instruction Fabre a terminé hier son information contre la Ligue de la Jeunesse royaliste.

Son ordonnance, qu'il a transmise au Parquet, conclut au renvoi en police correctionnelle de MM. Bistard d'Estang, président; René Chopin, de Failly, de Bourmont et de Cadol.

M. Romieu, qui avait été inculpé également, est mort, ainsi que nous l'avons annoncé, pendant le cours de l'instruction.

Nous avons raconté avant-hier que M^{re} Antony Aubin, défenseur de Sauton, l'assassin de la petite Gabrielle Martin, dont il jeta le cadavre dans la Seine à Choisy-le-Roi, avait demandé que son client fût soumis à un examen médical.

Le Parquet et M. Lemerle, juge d'instruction, faisant droit à cette demande, ont commis hier les docteurs Garnier et Legros à l'effet d'examiner le criminel au point de vue mental, et le docteur Thoinot au point de vue physique.

M. R... Agé de trente-huit ans, architecte, habitait sa femme, à Pantin, rue de Paris. Ce ménage était très uni et rien ne manquait au bonheur des deux époux, lorsqu'il y a environ quinze jours, le bruit se répandit, propagé par des commères du voisinage que M. R... allait avoir maille à partir avec la justice. On l'accusa d'avoir abusé d'une jeune domestique à son service et on assurait que le fait avait été porté à la connaissance du Parquet, l'architecte ne tarderait pas à être arrêté.

Ses bruits malveillants, contre lesquels M. R... tenta vainement de

Ayuntamiento de Madrid

HAMLET

De William Shakespeare (Traduction de MM. Morand et Marcel Schwob)

DEUX CHANTS D'OPHÉLIE

(D'APRÈS LA VERSION ANGLAISE)

Musique inédite de GABRIEL PIERNÉ

OPHÉLIE

Andantino *espress.*

Com-ment con-nai-tre ton a-mant, Au mi-lieu des autres ga-lants? A sa co-quille, au cha-pe-rou,

Andantino

PIANO

p espress.

p

f

pp

poco rit.

A sa san-dale, à son bour-don. La belle, il est mort et en ter-re, Il est mort et s'en est al-lé!..

pp

poco rit.

p

poco rit.

A sa tête est un gazon vert, A ses pieds est un blanc pa-vé!.. Blanc comme nei-ge son su-a-i-re Parse-

poco rit.

p

poco rit.

, mé de dou-ces fleurs, — Fleurs hu-mi-des mi-ses en ter-re Sous a-ver-ses d'a-mours en pleurs.

p

poco rit.

OPHÉLIE

Lento molto espress.

Ne reviendra-t'il plus, ô gué, — ne reviendra-t'il plus. — non, non, il est

Lento

pp

PIANO

mort. En ton lit de mort, dors: — Il ne reviendra plus — *espress.*

Sabarbe é . tait de nei - ge, Et ses che . veux de lin... — s'en est al . lé, s'en

est al . lé, — Et nous, tout seuls, a - vons pleuré. — Pauvre à . me, Dieu te pro - té - ge! — *sempre dim.*

BOURSE DU VENDREDI 19 MAI 1899

[illegible]

Les valeurs marquées d'une * dans la colonne des derniers revenus n'ont
en donné pour l'exercice précédent, ou sont de création récente.
L'indication C. D. dans la colonne *hausse* ou *baisse* signifie que le coupon
est d'être détaché.